



Les solutions en responsabilité de gestionnaires d'actifs

Proposition d'affaire nouvelle

Comment remplir la présente proposition :

Vous pouvez remplir le présent document PDF directement à l'écran.

Veuillez répondre en entier à toutes les questions. Au besoin, comme il est indiqué dans les questions ci-dessous, veuillez fournir des renseignements supplémentaires dans un document séparé arborant l'en-tête de votre entreprise et joignez-le à la présente proposition.

Une fois la proposition dûment remplie, un représentant autorisé du proposant doit y inscrire la date et y apposer sa signature.

AVIS

Veuillez prendre note que l'assurance visée par la présente proposition prévoit que les montants des frais et des coûts de défense engagés réduisent le montant de garantie disponible de la police et peuvent l'épuiser complètement. CNA n'assume aucune responsabilité à l'égard des frais ou coûts de défense engagés, des règlements effectués ou des jugements accordés après l'épuisement de ce montant de garantie. Veuillez également prendre note que le montant des frais et coûts de défense engagés sera soumis à la rétention applicable. Le présent avis est assujéti aux dispositions du Code civil du Québec qui s'appliquent à la police établie.

La communication de renseignements sur une réclamation ou une éventuelle réclamation en réponse à une question de quelque partie que ce soit de la présente proposition n'implique pas que cette réclamation est couverte ou le sera. Le défaut du proposant de déclarer à sa compagnie d'assurance actuelle une réclamation présentée contre lui pendant la présente période d'assurance ou de déclarer un acte, une omission ou une circonstance connus de lui et susceptible de donner lieu à une réclamation, avant l'expiration de la police actuelle, peut créer une lacune en matière d'assurance.

À noter que la présentation d'une proposition dûment remplie et signée n'oblige par un proposant à souscrire l'assurance ni la compagnie d'assurance à accorder l'assurance.

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX (à remplir par tous les proposants)

1. Le proposant à désigner au point 1 des Conditions particulières (le « proposant ») : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province/état : _____ Code postal/zip : _____

Téléphone : _____

Site(s) Web : _____

Établissement principal : _____

Date de prise d'effet souhaitée : _____

2. Responsable désigné pour recevoir la correspondance et les avis de l'Assureur :

Nom : _____ Titre : _____

Courriel : _____

3. Veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous pour l'ensemble des postulants:

| Type d'instrument de placement | Actif géré/administré global | | Nombre total de clients/comptes | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|
| | Courant | 12 mois précédents | Courant | 12 mois précédents |
| Compte séparé | _____ \$ | _____ \$ | _____ | _____ |
| Fonds enregistré | _____ \$ | _____ \$ | _____ | _____ |
| Instrument non enregistré de mise en commun de placements (Excluding Real Estate Fund) | _____ \$ | _____ \$ | _____ | _____ |
| Fonds de placement immobilier | _____ \$ | _____ \$ | _____ | _____ |
| Autre (veuillez préciser) _____ | _____ \$ | _____ \$ | _____ | _____ |
| Total | _____ \$ | _____ \$ | _____ | _____ |

4. Veuillez fournir les renseignements d'assurance suivants:

| Garantie | Prime et rétention | Montant de garantie | Assureur | Date d'expiration |
|--------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------|----------|-------------------|
| Responsabilité des administrateurs et dirigeants | Prime : _____ \$ | _____ \$ | _____ | _____ |
| | Rétention : _____ \$ | | | |
| Gestion de fonds/Responsabilité des conseillers en placement | Prime : _____ \$ | _____ \$ | _____ | _____ |
| | Rétention : _____ \$ | | | |
| Responsabilité liée aux pratiques d'emploi | Prime : _____ \$ | _____ \$ | _____ | _____ |
| | Rétention : _____ \$ | | | |
| Responsabilité civile des fiduciaires (propres régimes) | Prime : _____ \$ | _____ \$ | _____ | _____ |
| | Rétention : _____ \$ | | | |

| | |
|----------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| | Prime : _____ \$ _____ \$ _____ |
| Cautionnement | Rétention : _____ \$ |
| | Prime : _____ \$ _____ \$ _____ |
| Responsabilité des cyberrisques/ de la protection du réseau | Rétention : _____ \$ |

5. Une assurance similaire établie au nom d'un proposant ou d'une entité à assurer a-t-elle déjà été refusée ou résiliée ou un renouvellement de cette assurance a-t-il déjà été refusé au cours des cinq (5) dernières années? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

6. Au cours des cinq (5) dernières années, un proposant a-t-il été mis en cause dans :
- un litige ou un conflit lié à une loi antitrust, à un droit d'auteur, à un créancier ou à un brevet? Oui Non
 - une action civile ou criminelle ou une procédure administrative dans laquelle est alléguée la violation d'une loi ou d'un règlement fédéraux, étatiques ou locaux? Oui Non
 - une action dérivée ou une action en recours collectif? Oui Non
 - tout autre litige ou mode substitutif de résolution des différends avec un client, un fournisseur, un employé ou un cadre supérieur? Oui Non
 - une enquête réglementaire, une enquête, une action, une convention, une ordonnance ou un dossier? Oui Non
 - une réclamation ou un avis de réclamation éventuelle présenté aux termes d'une police en vigueur ou antérieure offrant une garantie similaire à celle qui est demandée dans la présente proposition? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

7. Au cours des cinq (5) dernières années, est-ce qu'un gouvernement ou une autorité de réglementation du fédéral, d'une province, d'un territoire, d'un état ou de l'étranger ou un organisme d'autoréglementation dans lequel le proposant est membre :
- a procédé à une enquête, à une inspection ou à un interrogatoire ou présenté une demande générale de renseignements au sujet d'un proposant? Oui Non
 - a correspondu ou communiqué avec un proposant? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes, y compris une copie de toutes les communications ou de toute la correspondance entre les proposants et l'autorité ou l'organisme de réglementation (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

8. Est-ce qu'une procédure en faillite, en mise sous séquestre ou en insolvabilité a déjà été intentée par ou contre l'un des proposants ou l'un de leurs prédécesseurs en affaires? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

9. Les proposants tiennent-ils à jour un programme exhaustif de sécurité de l'information conçu dans le but de protéger la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des renseignements personnels conformément aux lois actuelles sur la protection des renseignements personnels? Oui Non

Si vous avez répondu « Non » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

10. Au cours des cinq (5) dernières années, l'un des proposants a-t-il fait l'objet d'une plainte, d'une réclamation, d'un litige ou d'un mode substitutif de résolution des différends portant sur des questions liées à la vie privée, à un préjudice, à un vol d'identité, à une attaque par déni de service, à une infection par virus informatique, à un vol de renseignements, à des dommages causés à des réseaux de tiers ou à la capacité des clients des proposants de se fier au réseau de ces derniers? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

11. Le proposant effectue-t-il des vérifications de conformité réglementaire fictives ou a-t-il recours à des conseillers en conformité? Oui Non

II. GESTION DE FONDS - RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DES CONSEILLERS EN PLACEMENT

(à remplir par tous les Conseillers proposants et Fonds privés proposants)

1. a. Veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous à l'égard de tous les proposants qui demandent l'assurance de responsabilité professionnelle des conseillers en placement (« Conseillers proposants ») (s'il manque des rangées, veuillez en ajouter):

| Nom du Conseiller proposant | Date de création | Province ou état de résidence | Structure organisationnelle de l'entité* | Nom de l'organisme de réglementation gouvernemental | Membre d'un organisme d'autorégulation (ou équivalent)? | Nom de l'organisme d'autorégulation |
|-----------------------------|------------------|-------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ | _____ | <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non | _____ |

*Structure organisationnelle de l'entité – veuillez indiquer si le Conseiller proposant est une société ouverte, une société fermée, une société en commandite, une société en nom collectif ou autre (veuillez préciser)

- b. Veuillez fournir les renseignements suivants sur chacun des Conseillers proposants :
- une biographie des principaux responsables au sein du Conseiller proposant, y compris un historique chronologique de leur expérience au sein de l'industrie et leur formation professionnelle; et
 - une liste des sanctions, amendes ou pénalités réglementaires ou autres peines équivalentes imposées contre ces personnes accompagnée d'une description des circonstances.

2. Veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous à l'égard de toute personne ou entité qui possède une participation de cinq pour cent (5 %) ou plus dans un Conseiller proposant (si le nombre de rangées est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

| Nom du Conseiller proposant | Nom du propriétaire | Pourcentage de la participation |
|-----------------------------|---------------------|---------------------------------|
| _____ | _____ | _____ % |
| _____ | _____ | _____ % |

3. Est-ce qu'une autre entité affiliée (autre qu'un fonds ou une société de portefeuille de placement) demande des garanties aux termes de la police? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous à l'égard de chaque entité (si le nombre de rangées est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

| Nom de l'entité | Lien avec le proposant | Description des services offerts et des activités exercées |
|-----------------|------------------------|------------------------------------------------------------|
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |

4. Est-ce qu'un Conseiller proposant est présentement engagé ou envisage de s'engager, ou s'est engagé ou a envisagé de s'engager, dans l'une des activités suivantes au cours des cinq (5) dernières années :
- a. fusion, consolidation, acquisition, faillite, réorganisation ou premier appel public à l'épargne? Oui Non
- b. changement de participation de plus de dix pour cent (10 %)? Oui Non
- c. changement de comptable, d'auditeur ou d'avocat général externe? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

5. Veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous à l'égard de chacun des Conseillers proposant (si le nombre de rangées est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé):

| Nom du Conseiller proposant | Nombre d'administrateurs | Nombre de dirigeants | Nombre de titulaires de sûreté |
|-----------------------------|--------------------------|----------------------|--------------------------------|
| _____ | _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ | _____ |

6. Au cours des trois (3) dernières années, la composition du conseil d'administration ou de la haute direction de l'un des Conseillers proposant a-t-elle été modifiée pour des raisons autres que le décès ou un départ à la retraite? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

7. Au cours des douze (12) derniers mois, les vérificateurs externes d'un Conseiller proposant (ou de l'une de ses filiales ou entités affiliées demandant l'assurance) l'ont-ils informé de l'existence de déficiences importantes dans son système de contrôle interne? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

8. Est-ce que chacun des Conseillers proposant dispose de mécanismes et de procédures de contrôle écrits lui permettant d'assurer sa conformité :
- a. à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux, territoriaux, étatiques ou étrangers sur la lutte au blanchiment d'argent? Oui Non

- b. à la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou à la loi des États-Unis intitulée *Employee Retirement Income Securities Act of 1974*, et leurs amendements, ou à une loi ou un règlement similaires? Oui Non
- c. à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux, territoriaux, étatiques ou étrangers sur le commerce des valeurs mobilières? Oui Non
- d. aux exigences fédérales, provinciales, territoriales, étatiques ou étrangères en matière d'enregistrement des valeurs mobilières? Oui Non

Si vous avez répondu « Non » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

9. Est-ce que chacun des Conseillers proposant dispose d'une politique écrite sur les opérations personnelles? Oui Non
- a. Les opérations personnelles sont-elles autorisées (autres que les placements à long terme)? Oui Non
- b. Est-ce qu'une approbation préalable doit être obtenue pour toutes les opérations personnelles? Oui Non
10. Les « ententes de commissions accessoires » s'inscrivent-elles toutes dans la règle refuge de l'Instrument national 23-102, Use of Client Brokerage Commissions (ou toute réglementation équivalente fédérale, provinciale, territoriale, étatique ou étrangère), et ses amendements? Oui Non

Si vous avez répondu « Non » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

11. Veuillez indiquer le pourcentage de l'actif géré (dans le cas des comptes séparés seulement) investi dans chaque catégorie de placement:

| | | | |
|--------------------------------------------------|---------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Valeurs adossées à des actifs | _____ % | Obligations à rendement élevé ou prêts à effet de levier (y compris Obligations structurées adossées à des prêts) | _____ % |
| Cannabis | _____ % | Produits de base | _____ % |
| Cryptomonnaies ou actifs numériques | _____ % | Assurance vie ou produits connexes | _____ % |
| Actifs directs (art, bois d'œuvre, bijoux, etc.) | _____ % | Pétrole et gaz (E. et P.) | _____ % |
| Placements immobiliers privés directs | _____ % | FPI et SDC privés et non négociés | _____ % |
| Produits dérivés (autres) | _____ % | Placements privés | _____ % |
| Fonds de couverture et sociétés en commandite | _____ % | Autres _____ % (veuillez préciser _____) | |

12. a. Est-ce qu'un Conseiller proposant, une filiale ou une entité affiliée (ou tout employé ou cadre supérieur) offre des services autres que des conseils de placement aux clients? Oui Non

- b. Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir le pourcentage des revenus découlant de chacun des types de service suivants:

Services de courtage/d'agence _____ %

Services de banque d'investissement _____ %

Directeur/Associé commandité/Syndicataire d'une société en commandite _____ %

Services fiduciaires _____ %

Agence d'assurances _____ %

Autres services _____ %

Veuillez décrire les autres services offerts (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) : _____

(À noter que la police telle que souscrite déterminera les garanties offertes à l'égard des services susmentionnés).

13. Les opérations des clients sont-elles réalisées par un courtier/agent interne ou affilié? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir toutes les précisions concernant ces opérations, y compris le pourcentage des opérations traitées et le détail des divulgations offertes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) : _____

14. Veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous à l'égard des comptes séparés perdus par tous les Conseillers proposant au cours des douze (12) derniers mois :

Valeur totale de l'actif des comptes perdus : \$ _____ Nombre total de comptes perdus : _____

Si le pourcentage de l'actif total indiqué ci-dessus est supérieur à dix pour cent (10 %), veuillez fournir des précisions complètes sur la perte de ces comptes: _____

15. Est-ce qu'un Conseiller proposant, une filiale ou une entité affiliée a parrainé une société d'acquisition à vocation spécifique (« SAVS ») au cours des trois (3) dernières années, ou est-ce qu'un Conseiller proposant, une filiale ou une entité affiliée envisage de parrainer une SAVS au cours des douze (12) prochains mois? Oui Non

16. Pièces à joindre:

Veuillez fournir les documents ci-dessous à l'égard de chacun des Conseillers proposant :

- Derniers états financiers annuels (y compris le bilan et l'état des résultats);
- Liste des administrateurs et dirigeants/associés actuels;
- Dernier rapport d'inspection réglementaire applicable et toute réponse de la direction; et
- Organigramme de l'entité, y compris de toutes les filiales et sociétés en nom collectif.

III. GARANTIE COÛT DES CORRECTIONS

(à remplir uniquement si la garantie Coût des corrections est demandée)

1. Veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous pour les douze (12) derniers mois :

- Nombre moyen d'opérations par jour : _____
- Valeur moyenne des opérations quotidiennes : \$ _____

2. Les proposant qui demandent la garantie Coût des corrections disposent-ils tous de politiques et de procédures en cas d'erreur d'opération, incluant:

- Procédures permettant de repérer les erreurs? Oui Non
- Lignes directrices pour régler les erreurs d'opération? Oui Non

3. Au cours des cinq (5) dernières années, des proposant ont-ils commis une erreur d'opération de plus de 25 000 \$? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus :

- Cette importante erreur d'opération a-t-elle eu des répercussions financières négatives sur des investisseurs? Oui Non

- b. Veuillez fournir des précisions complètes à l'égard de chacune des erreurs d'opération de plus de 25 000 \$, y compris les circonstances ayant entraîné l'erreur, la valeur des répercussions financières négatives subies par les investisseurs et les mesures correctives mises de l'avant par le proposant (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) : _____

4. Pièces à joindre :

- i. À l'égard de chacun des proposants demandant la garantie Coût des corrections, veuillez fournir une copie du registre des erreurs d'opération du proposant pour les trois (3) dernières années dans les cas où une erreur d'opération de plus de 25 000 \$ a été commise.

IV. GESTION DE FONDS ET RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

(à remplir uniquement si le proposant demande la garantie Gestion de fonds et responsabilité professionnelle)

A. Renseignements généraux sur le fonds

(à remplir par tous les Fonds proposant*)

* On entend par « Fonds proposant » une société de placement, un instrument de mise en commun de placements, d'un compte géré séparément, un fonds d'investisseur unique ou une société à responsabilité limitée créés, parrainés ou gérés par un Conseiller proposant

1. Au cours des douze (12) derniers mois, un Fonds proposant a-t-il fait l'objet de rachats nets de plus de vingt pour cent (20 %)? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

2. Des fournisseurs de services externes (administrateurs, distributeurs ou agents des transferts) demandent-ils à être couverts aux termes de la police? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez remplir le tableau suivant (si le nombre de rangées est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

| Nom | Lien avec le proposant | Description des activités exercées |
|-------|------------------------|------------------------------------|
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |

3. Le Fonds proposant reçoit-il des commissions, des honoraires, une réciprocité ou des revenus des fournisseurs de services externes (même si ces derniers ne demandent pas l'assurance)? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

B. Fonds enregistrés

(à remplir par tous les Fonds enregistrés proposant*)

1. Veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous à l'égard de chacun des Fonds enregistrés proposant (si le nombre de rangées est insuffisant, veuillez en ajouter) :

| Nom du Fonds | Adresse commerciale du principal responsable | Date de création | Actif net actuel (en M\$) | Actif net de l'exercice précédent (en M\$) |
|--------------|----------------------------------------------|------------------|---------------------------|--------------------------------------------|
| _____ | _____ | _____ | _____ | \$ _____ \$ |
| _____ | _____ | _____ | _____ | \$ _____ \$ |

2. Veuillez indiquer le pourcentage des ventes totales du Fonds enregistré réalisées selon chacun des modes de distribution ci-dessous:
- a. Tiers ou courtier/agent indépendant _____ %
- b. Courtier/agent interne, affilié ou captif _____ %
- c. Marketing direct _____ %
3. Est-ce que l'un des Fonds enregistrés proposant possède ou a déjà possédé des positions établies à « juste valeur »? Oui Non

4. Pièces à joindre :

Veuillez fournir les documents ci-dessous à l'égard de chacun des Fonds enregistrés proposant :

- a. Prospectus courant;
- b. Dernier rapport annuel (y compris les états financiers vérifiés et les rapports de la direction sur le rendement du Fonds); et
- c. Dernier rapport d'inspection réglementaire applicable et toute réponse de la direction.

C. Fonds privés

(à remplir par tous les Fonds privés proposant*)

1. Veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous à l'égard de chacun des Fonds privés proposant (si le nombre de rangées est insuffisant, veuillez en ajouter) :

| Nom du Fonds | Associé commandité/gestionnaire d'investissement de capitaux (en M\$) | Date de création | Levier financier maximum autorisé par notice d'offre | Levier financier maximum utilisé au cours des 12 derniers mois | Actif courant du Fonds (en M\$) | Actif du Fonds de l'exercice précédent (en M\$) | Pourcentage de l'actif géré provenant d'investisseurs institutionnels |
|--------------|-----------------------------------------------------------------------|------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|
| _____ | \$ _____ | _____ | _____ | _____ | \$ _____ | \$ _____ | _____ % |
| _____ | \$ _____ | _____ | _____ | _____ | \$ _____ | \$ _____ | _____ % |

2. Veuillez remplir la Proposition supplémentaire - Fonds de placement immobilier à l'égard de tout Fonds privé proposant qui est une société immobilière ou une société à responsabilité limitée.
3. Veuillez indiquer le pourcentage de l'actif investi dans tous les fonds privés au total pour les catégories suivantes :
- a. Personnes à valeur nette élevée _____ % Fonds de fonds _____ %
 Fondations _____ % Régimes de retraite _____ %
 Autres investisseurs institutionnels _____ %
- b. Investisseurs canadiens _____ % Investisseurs américains _____ % Investisseurs étrangers _____ %
4. Est-ce qu'un Fonds privé proposant a déjà subi des pertes sur placement de vingt pour cent (20 %) ou plus de la valeur nette de l'actif au cours d'une période de dix (10) jours ouvrables? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

5. a. Est-ce qu'un Fonds privé proposant a eu un défaut de compte sur marge au cours des douze (12) derniers mois? Oui Non
- b. Une contrepartie a-t-elle rehaussé les exigences relatives aux opérations sur marge de plus de vingt pour cent (20 %)? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

6. Est-ce qu'un Fonds privé proposant s'est assuré d'une représentation au sein du conseil des sociétés dans lesquelles il investit? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous (si le nombre de rangées est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

| Nom de la compagnie | Nombre de sièges au conseil | Nom des personnes siégeant au conseil |
|---------------------|-----------------------------|---------------------------------------|
| _____ | _____ | _____ |
| _____ | _____ | _____ |

7. Veuillez indiquer le pourcentage des ventes totales du Fonds privé réalisées selon chacun des modes de distribution ci-dessous:
- a. Tiers ou courtier/agent indépendant _____ %
- b. Courtier/agent interne, affilié ou captif _____ %
- c. Marketing direct _____ %

8. Est-ce qu'un avocat de l'interne ou de l'externe approuve tout le matériel de marketing avant sa distribution aux éventuels investisseurs? Oui Non

9. Le Fonds privé proposant a-t-il recours aux services d'un agent d'évaluation indépendant? Oui Non

Si vous avez répondu « Non » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes sur les procédures d'évaluation actuelles (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé):

10. Le Fonds privé proposant a-t-il recours à des réseaux de spécialistes? Oui Non

11. Pièces à joindre :

Veuillez fournir les documents ci-dessous à l'égard de chacun des Fonds privés proposant :

- a. Contrat de société;
- b. Toutes les notices d'offre et notes de service relatives à des placements privés;
- c. Derniers états financiers vérifiés;
- d. Dernier rapport mensuel ou trimestriel de la société en commandite;

- e. Exemple du code de déontologie ou du manuel de conformité (y compris la politique relative aux opérations par les employés/le principal responsable);
- f. Liste des administrateurs et dirigeants/associés actuels;
- g. Questionnaire de diligence raisonnable; et
- h. Copie de toutes les brochures et de tout le matériel de vente.

V. RESPONSABILITÉ LIÉE AUX PRATIQUES D'EMPLOI

(à remplir uniquement si les proposant demandent la garantie Responsabilité liée aux pratiques d'emploi)

1. Veuillez remplir les tableaux suivants pour tous les proposant qui demandent l'assurance de responsabilité liée aux pratiques d'emploi :

A. Renseignements sur les employés/associés :

| | Nombre d'employés/d'associés | |
|----------------------------|------------------------------|--------------------|
| | Exercice courant | Exercice précédent |
| Temps plein | _____ | _____ |
| Temps partiel | _____ | _____ |
| Établis aux É.-U. | _____ | _____ |
| Établis en Californie | _____ | _____ |
| Établis au New Jersey | _____ | _____ |
| Établis à New York | _____ | _____ |
| Entrepreneurs indépendants | _____ | _____ |

B. Renseignements sur le salaire des employés/associés (primes comprises) :

| Niveau salarial | % des employés/associés |
|-------------------------------------|-------------------------|
| Moins de 100 000 \$ | _____ % |
| Entre 100 000 \$ et 250 000 \$ | _____ % |
| Entre 250 000 \$ et 500 000 \$ | _____ % |
| Entre 500 000 \$ et 1 million \$ | _____ % |
| Entre 1 million \$ et 5 millions \$ | _____ % |
| Plus de 5 millions \$ | _____ % |

C. Licenciements et démissions:

| | Dernier exercice | Exercice précédent |
|-----------------------------------|------------------|--------------------|
| Cessations d'emploi involontaires | _____ | _____ |
| Démissions | _____ | _____ |
| Licenciements | _____ | _____ |

2. Est-ce que tous les proposant disposent d'un directeur des Ressources humaines (RH)?

Oui Non

3. Est-ce que toutes les cessations d'emploi doivent être examinées par les RH ou un conseiller juridique externe? Oui Non
4. Au cours des trois (3) dernières années, un proposant a-t-il été mis en cause dans une procédure administrative ou judiciaire:
- a. instituée devant une commission sur l'égalité d'accès à l'emploi ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial, étatique ou local dont l'objectif est de traiter les réclamations liées à l'emploi? Oui Non
 - b. instituée devant le ministère du Travail? Oui Non
 - c. concernant une loi fédérale, provinciale, étatique ou locale qui réglemente ou régit les salaires, la paie ou les exigences ou normes du travail? Oui Non
 - d. concernant la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* du Canada? Oui Non
5. Est-ce que tous les proposants ont un guide de l'employé ou des politiques, procédures ou lignes directrices écrites en place couvrant les aspects ci-dessous?
- a. Égalité d'accès à l'emploi? Oui Non
 - b. Prévention de la discrimination au travail? Oui Non
 - c. Prévention du harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, au travail? Oui Non
 - d. Accommodements des personnes ayant un handicap, comme l'exige la *Loi canadienne sur l'accessibilité* (LCA) ou une loi ou un règlement similaires fédéral, provincial, étatiques, local ou étrangers? Oui Non
- Si vous avez répondu « Oui » à l'une des questions ci-dessus :
- a. Ces documents sont-ils distribués à tous les employés/associés? Oui Non
 - b. Les employés/associés sont-ils tenus d'accuser réception de ces documents (par écrit ou par voie électronique)? Oui Non
 - c. Le guide des employés doit-il être mis à jour annuellement? Oui Non
6. Est-ce que tous les proposants exigent que tous les employés/associés signent des conventions d'arbitrage obligatoires ou ont-ils un mode substitutif de résolution des différends en place? Oui Non
7. Est-ce que chacun des proposants dispose de politiques, de lignes directrices ou de procédures traitant des questions suivantes touchant les ressources humaines ou la gestion du personnel :
- a. Prévention de la discrimination et du harcèlement par des tiers à l'encontre des clients et fournisseurs? Oui Non
 - b. Civilité en milieu de travail? Oui Non
 - c. Prévention des représailles? Oui Non
 - d. Maladie et blessure touchant les employés et congé de rétablissement? Oui Non
 - e. Plaintes des employés et procédures de règlement des griefs? Oui Non
 - f. Mesures disciplinaires contre les employés et cessation d'emploi? Oui Non
 - g. Congés de maladie et autres congés obligatoires prévus par la loi ou autrement)? Oui Non
 - h. Non-discrimination génétique? Oui Non

8. Les employés/associés sont-ils tenus de suivre une formation sur la prévention du harcèlement sexuel et la discrimination? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, à quelle fréquence ces politiques, lignes directrices ou procédures sont-elles mises à jour?

Tous les ans Tous les deux ans Autre (Veuillez expliquer) _____

9. Les employés/associés sont-ils tenus de suivre une formation sur la diversité? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, à quelle fréquence :

Tous les ans Tous les deux ans Autre (Veuillez expliquer) _____

10. Est-ce que tous les proposants disposent d'un processus visant à surveiller, analyser et examiner la diversité au sein de leurs effectifs et de leurs postes de direction, en particulier en ce qui concerne l'embauche, le licenciement, la rémunération, les promotions, les évaluations d'emploi et les occasions de formation? Oui Non

11. Au cours des vingt-quatre (24) derniers mois, un proposant a-t-il passé en revue sa structure de rémunération dans le but de déterminer s'il existait des écarts au chapitre de la rémunération versée aux membres d'une catégorie d'employés protégés? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

12. Est-ce qu'un proposant utilise ou recueille des données biométriques auprès des employés, y compris, sans s'y limiter, des lectures de la rétine ou de l'iris, des empreintes digitales, des empreintes vocales, des balayages de la main ou la reconnaissance faciale? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus :

- a. Le proposant dispose-t-il de politiques, de lignes directrices ou de procédures écrites portant sur la cueillette, le stockage, l'utilisation, la conservation et la destruction des données biométriques? Oui Non
- b. Le proposant reçoit-il des accusés de réception écrits ou électroniques confirmant que les employés ont reçu un exemplaire des politiques, lignes directrices ou procédures écrites portant sur la cueillette, le stockage, l'utilisation, la conservation et la destruction des données biométriques? Oui Non

VI. RESPONSABILITÉ CIVILE DES FIDUCIAIRES

(à remplir uniquement si les proposants demandent la garantie Responsabilité civile des fiduciaires)

1. Veuillez remplir le tableau suivant pour tous les proposants qui demandent la garantie Responsabilité civile des fiduciaires :

| Nom du régime | Type de régime** | Actif du régime - Année courante | Actif du régime - Année précédente | Participants au régime |
|---------------|------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|
| _____ | _____ | _____ \$ | _____ \$ | _____ |
| _____ | _____ | _____ \$ | _____ \$ | _____ |
| _____ | _____ | _____ \$ | _____ \$ | _____ |
| _____ | _____ | _____ \$ | _____ \$ | _____ |
| _____ | _____ | _____ \$ | _____ \$ | _____ |

** Type de régime – Régime à cotisations déterminées, régime à prestations déterminées, régime d'actionariat des employés, Health and Welfare Benefit Plan (États-Unis), KSOP (États-Unis)

2. Est-ce que des proposant délèguent des pouvoirs de gestion et de contrôle de l'actif de tout régime à des consultants externes? Oui Non

a. Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez remplir le tableau suivant :

| Consultant | Nom du cabinet | Années de service |
|--------------------------|----------------|-------------------|
| Conseiller en placements | _____ | _____ |
| Actuaire | _____ | _____ |
| Conseiller juridique | _____ | _____ |
| CPA | _____ | _____ |
| Administrateur de régime | _____ | _____ |
| Autre | _____ | _____ |

- b. Est-ce que tous les proposant prennent les décisions de placement à l'interne? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

3. Quel pourcentage de l'actif du régime est investi dans des fonds en propriété exclusive? _____ % S.O.

4. Les employés sont-ils tenus d'investir dans les régimes de retraite des proposant? Oui Non

5. Les proposant versent-ils au régime de retraite des cotisations de contrepartie :

a. Au comptant? Oui Non

b. Sous forme d'actions de la société Oui Non

6. Est-ce qu'un régime renferme des actions de l'employeur ou offre des placements dans les actions de l'employeur? Oui Non

7. Est-ce qu'un régime a été vendu, transféré ou résilié en tout ou en partie ou fait l'objet d'une fusion au cours des trois (3) dernières années? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

8. Au cours des trois (3) dernières années, est-ce que des modifications ayant pour effet de diminuer les avantages d'un régime ont été apportées, ou est-ce qu'une modification de cette nature est envisagée? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

9. Avez-vous l'intention de transformer un régime en régime à prestations déterminées? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

10. Au cours des trois (3) dernières années, un régime a-t-il prêté des fonds à un proposant, à une société affiliée ou à une autre partie intéressée ou investi dans les actions d'un proposant, d'une société affiliée ou d'une autre partie intéressée? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

11. Les régimes se conforment-ils aux normes en matière d'admissibilité, de participation, d'acquisition des avantages et de provisionnement ou aux autres dispositions des lois applicables sur les régimes de retraite? Oui Non
12. Un régime a-t-il déjà fait l'objet d'un placement par le Department of Labour (« DOL »), l'Agence du revenu du Canada (« ARC »), l'Internal Revenue Service (« IRS ») ou un autre organisme national ou étranger? Oui Non
13. Des cotisations à un régime sont-elles impayées ou en souffrance? Ou, est-ce que des prêts, baux ou créances liés à un régime sont considérés irrécouvrables ou en défaillance? Oui Non
14. Est-ce que chacun des proposant a fourni aux participants de régime les relevés annuels obligatoires dans lesquels sont divulgués les frais, dépenses et rendements des placements? Oui Non
15. Des frais, amendes ou pénalités ont-ils été imposés à l'encontre d'un régime dans le cadre d'un programme de divulgation volontaire ou d'un programme de règlement volontaire similaire administré par l'ARC, le DOL ou une autre autorité gouvernementale? Oui Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions

16. Pièces à joindre:

- Dernier rapport 5500 et derniers états financiers vérifiés du régime; et
- Dernière évaluation indépendante de l'action de l'employeur

VII. DÉCLARATIONS DU PROPOSANT

(à remplir par le proposant)

Les déclarations du proposant s'appliquent à toutes les garanties qui ont été demandées dans le cadre de la présente proposition

1. Déclaration particulière applicable aux garanties suivantes seulement (si elles doivent faire partie de la police) :

Dans le cas des garanties désignées par un crochet ci-dessous, le proposant détient une assurance soit auprès de CNA soit auprès d'un autre assureur:

| Garanties : | L'assurance est en place depuis : |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Responsabilité des administrateurs et dirigeants du conseiller en placement | _____ |
| <input type="checkbox"/> Responsabilité professionnelle des conseillers en placement | _____ |
| <input type="checkbox"/> Responsabilité des administrateurs et dirigeants/ professionnels du Fonds | _____ |
| <input type="checkbox"/> Responsabilité liée aux pratiques d'emploi | _____ |
| <input type="checkbox"/> Responsabilité civile des fiduciaires | _____ |

Le proposant demande la continuité de ces garanties et la déclaration du proposant ci-dessous ne s'applique pas à ces garanties.

Si aucune case n'est cochée ci-dessus, cette déclaration du proposant s'applique à ces garanties si celles-ci sont demandées dans la proposition, sous réserve de ce qui suit :

Déclaration du proposant - Aucune des personnes à assurer aux termes de quelque partie d'assurance que ce soit n'est responsable ou n'est au courant d'un acte préjudiciable ou d'un fait, d'une circonstance ou d'une situation susceptibles selon elle de donner lieu à une réclamation future, sauf ce qui suit :

- Oui, il existe des exceptions à cette déclaration (veuillez joindre des précisions)
- Non, il n'existe aucune exception à cette déclaration

Si un acte préjudiciable, un fait, une circonstance ou une situation susceptible selon le proposant de donner lieu à une réclamation future, que cet acte préjudiciable, ce fait, cette circonstance ou cette situation soit déclaré ci-dessous ou non, le proposant reconnaît et convient, à moins que la police d'assurance envisagée ne prévienne expressément autrement, que tout sinistre, toute réclamation ou toute action liés, attribuables ou consécutifs à cet acte préjudiciable, à ce fait, à cette circonstance ou à cette situation sera exclue de l'assurance conformément aux dispositions de la proposition d'assurance.

2. Déclarations applicables à toutes les garanties devant faire partie de la police :

Le proposant déclare, après enquête menée avec diligence, que les renseignements contenus dans la présente proposition et dans toute proposition supplémentaire ou tout formulaire devant accompagner les présentes sont vrais, exacts et complets et qu'aucun fait essentiel n'a fait l'objet d'une réticence ou d'une fausse déclaration. Le proposant reconnaît une obligation continue de déclarer dès que possible à la compagnie CNA (la « Compagnie »), à qui il soumet la présente proposition, tout changement important ayant lieu après la signature de la proposition et avant l'établissement de la police. Le proposant reconnaît par ailleurs que la Compagnie aura le droit de retirer toute soumission, autorisation ou entente en suspens ou de la modifier en fonction de ces changements.

De plus, le proposant comprend et reconnaît que:

- a. le fait de remplir la présente proposition et toute proposition ou tout formulaire supplémentaire n'oblige pas la Compagnie à émettre une police;
- b. si une police est émise, la Compagnie s'est fondée sur les déclarations faites dans la présente proposition et dans toute proposition supplémentaire ainsi que sur d'autres déclarations faites à la Compagnie conjointement avec la présente proposition;
- c. toutes les propositions supplémentaires, tous les énoncés et tout autre matériel fournis à la Compagnie conjointement avec la présente proposition sont incorporés par renvoi à la présente proposition et en font partie intégrante;
- d. la présente proposition constituera le fondement du contrat et sera incorporée par renvoi à cette police et en fera partie intégrante;
- e. si une police est émise, le paiement des sinistres, des frais de défense et des dépenses aura pour effet de réduire le montant de garantie prévu par la police et pourra même l'épuiser complètement. En ce cas, la Compagnie ne prendra pas en charge la partie des sinistres, des frais de défense et des dépenses qui excède le montant de garantie de la police;
- f. si une police est émise, les frais de défense et les dépenses engagés seront assujettis au montant de la franchise ou de la rétention prévue par la police;
- g. Le défaut du proposant de déclarer à sa compagnie d'assurance actuelle :
 - i. une réclamation présentée contre lui pendant la présente période d'assurance; ou
 - ii. un acte, une omission ou une circonstance connus de lui et susceptibles de donner lieu à une réclamation, avant l'expiration de la police actuelle, peut créer une lacune en matière d'assurance.

AVIS DE FRAUDE

Toute personne qui, sciemment et dans l'intention de frauder une compagnie d'assurance ou une autre personne, présente une proposition d'assurance renfermant des renseignements qui sont faux ou incomplets, ou qui, dans le but de tromper, dissimule des renseignements concernant des faits essentiels à l'appréciation des risques, commet une fraude d'assurance, qui est un crime passible d'amendes et de pénalités civiles et criminelles. Le proposant, par l'entremise du représentant autorisé soussigné, reconnaît par les présentes que les déclarations et réponses susmentionnées sont exactes et complètes. Le proposant comprend par ailleurs qu'une déclaration inexacte ou incomplète peut donner lieu à une exclusion ou au refus de l'assurance. De plus, le proposant autorise les sociétés d'assurance CNA à communiquer les renseignements figurant dans la présente proposition ainsi que l'information de souscription connexe.

Proposant :

Par: _____
*Signature et titre** *Nom du représentant autorisé (en caractères d'imprimerie)*

Date: _____

*** La présente proposition doit être signée par le chef de la direction, le chef des finances, le chef de l'exploitation, l'avocat général ou le gestionnaire du risque du proposant en sa qualité de représentant autorisé des personnes et entités à assurer. Veuillez imprimer et signer la présente proposition.**

Nom du producteur : _____

Note : Aux fins de la Loi sur les sociétés d'assurances (Canada), le présent document a été rédigé dans le cadre des activités de souscription d'assurance de la Continental Casualty Company au Canada.